



Palestine : pas de paix sans justice !

2 200 morts, plus de 10 000 blessés, 500 000 déplacés, 15 000 bâtiments détruits ou endommagés. L'agression israélienne cet été contre Gaza est en termes de bilan humain et matériel la plus violente offensive dans les terri-

toires palestiniens depuis la guerre de juin 1967. Il faudrait cent ans pour reconstruire Gaza si le blocus n'était pas levé. Le Tribunal Russell a conclu le 24 septembre que le crime d'incitation directe et publique au génocide et des crimes contre l'humanité ont été commis.

Si l'État d'Israël a infligé à la population de Gaza de terribles destructions et souffrances, il n'est pas parvenu à écraser la résistance armée palestinienne et il a perdu, au plan international, la bataille de l'opinion publique. Pourtant des territoires morcelés sans continuité géographique, une région entière sous blocus illégal et inhumain, une colonisation qui se poursuit, des brigades et des violences quotidiennes, telle est la réalité palestinienne avec la complicité des États-Unis, de l'Europe et des États arabes...

Contre l'impunité d'Israël, étendre la campagne BDS !

Dans ce conflit les internationalistes soutiennent le colonisé contre le colonisateur, le résistant contre l'occupant, le droit des Palestiniens à l'autodétermination. En juillet plusieurs organisations de la société civile de Gaza expliquaient : « *Sans pression et sans isolement, le régime israélien n'a cessé de prouver qu'il continuera à perpétrer des massacres et qu'il n'a nullement l'intention de mettre un terme à des décennies d'épuration ethnique, d'occupation militaire et de politique d'apartheid. Nous vous invitons à rallier la campagne sans cesse croissante de Boycott-Désinvestissement-Sanctions afin de demander des comptes à cet État voyou...* »

L'urgence est aujourd'hui à l'extension de la campagne BDS seule à même de contribuer à l'isolement d'Israël (comme jadis l'Afrique du Sud) et de modifier le rapport de force pour les Palestiniens.

L'État d'Israël veut-il vraiment négocier ? Pourquoi cette nouvelle agression de la bande de Gaza ? L'union nationale palestinienne peut-elle offrir de nouvelles perspectives ? Quelles solutions ? Un État palestinien est-il aujourd'hui possible ? Quelle solidarité concrète avec le peuple palestinien ? Venez en débattre le jeudi 16 octobre avec Julien Salingue, chercheur et enseignant en sciences politiques, spécialiste de la question palestinienne.

Lundi 29 septembre 2014

Refusons la criminalisation de la solidarité avec le peuple palestinien

Dès le 9 juillet, Hollande donnait carte blanche à Netanyahu pour ce qui allait être un massacre dont on mesure le bilan catastrophique. Mais la complicité du président français ne s'est pas arrêtée là. Le gouvernement a tenté de diviser le mouvement de solidarité au peuple palestinien, en essayant de réduire cette solidarité à une seule « communauté » et de transformer ainsi un problème politique en un affrontement communautaire... en utilisant bien sûr l'accusation odieuse et facile d'antisémitisme. Avec d'autres organisations, le NPA a œuvré pour conserver l'unité du mouvement et pour maintenir les manifestations prévues. Notre camarade Alain Pojolat est traduit en justice le 22 octobre pour avoir déposé la déclaration de la manifestation du 16 juillet – finalement interdite – pour plus de 40 organisations. Les manœuvres gouvernementales ne nous feront pas plier. Nous appelons à signer largement la pétition pour la relaxe d'Alain.

Réunion publique avec Julien Salingue
jeudi 16 octobre, 20 h 30, salle Duranti-Osète
(6, rue du Lieutenant-Colonel Pelissier, Toulouse, M° Capitole)

Nouveau Parti Anticapitaliste 31 : www.npa31.org

imprimé par nos soins / ne pas jeter sur la voie publique

Pour prendre contact : NPA 31, 9, rue Corneille, 31100 Toulouse / 09 66 12 94 31 / [Facebook](#) > [NPA Haute-Garonne Info](#) / contact@npa31.org